

ISSN : 2337-2052

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION**

ROASEG

Volume 16 n°1 - Juin 2023

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION
ROASEG
Volume 16-n°1**

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION**

**ROASEG
Volume 16
N°1**

Directeur de publication : Ahmadou Aly MBAYE
Directeur de rédaction : Ibrahima Samba DANKOCO
Rédacteur en chef : Ibrahima Thione DIOP
Ndiack Fall
Secrétaire de la Rédaction : Fama GUEYE

Conseil scientifique

Tidjani BASSIROU
Nadejo BIGOU-LARE
Ibrahima Samba DANKOCO
Adama DIAW
Jean-Jacques EKOMIE
Steven GOLUB
Dominique HAUGHTON
Gilbert NGBO AKE
Birahim Bouna NIANG
Bachir WADE
Barthélémy BIAO
Mohamed Ben Omar NDIAYE
Taladidia THIOMBIANO

**Revue Ouest Africaine
de Sciences Economiques et de Gestion**

© FASEG, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (UCAD, Dakar, Sénégal).

Tous les droits réservés pour les pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire partiellement ou totalement un article de la présente revue, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque motif que ce soi

**MESURE DE LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS DE L'UNION
ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)**

Ndiack Fall¹ et Khady Diaw²

¹Professeur agrégé des sciences économiques à l'université Cheikh Anta DIOP de Dakar

²Assistante à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

Résumé

L'objectif général de ce papier est de construire un indice de croissance inclusive afin d'identifier les stratégies qui mènent les pays de l'UEMOA vers une croissance inclusive. Pour ce faire, nous utilisons une méthode statistique d'agrégation plus particulièrement l'Analyse en Composante Principale sur des données tirées dans la base de la Banque mondiale (WDI, 2021) et UNSDG (2022) couvrant la période 2000-2019. Les résultats trouvés montrent que les variables accès à l'eau potable, accès à l'électricité, assainissement, dépenses publiques en éducation, taux d'emploi et émissions de CO₂ contribuent le plus à l'indice de croissance inclusive. En outre, les résultats montrent que le Sénégal et la Côte d'Ivoire enregistrent les indices de croissance inclusive les plus élevés ; tandis que le Bénin, le Mali et le Togo ont connu des indices de croissance inclusive moyens et les indices les plus faibles sont enregistrés par le Burkina Faso et le Niger.

Mots clés : Croissance inclusive, indice composite, UEMOA

Classification JEL : F43, C15, O55, O57

Introduction

Il y'a longtemps, la croissance économique était considérée comme une force motrice pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Cependant, sa qualité, sa durabilité ainsi que sa capacité à en faire profiter aux couches vivantes dans la précarité, n'ont pas cessé d'attirer une attention particulière toujours plus grande, Zhuang (2007). Force est de constater que la montée en flèche des taux de croissance économique n'ait pas été accompagnée par une baisse très significative de l'incidence de la pauvreté ainsi que des inégalités de revenus BAD¹ (2015). En effet, le taux de croissance moyen enregistré dans l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine est supérieur à 6%² depuis 6 ans. Ainsi, entre 2017 et 2018, la Zone a enregistré un taux de croissance de 6,6%³. Toutefois, son taux de croissance n'a pas cessé de s'accroître jusqu'en 2019 où il atteint 6,7%. Par ailleurs, l'évolution de la variation du PIB réel s'est révélée très hétérogène au sein de cette Union qui atteint en 2017 les 5,7% au Bénin ; 6,2% au Burkina Faso ; 7,4% en Côte d'Ivoire ; 5,3% au Mali ; 5% au Niger ; 7,4% au Sénégal et 4,3% au Togo. En dépit de toutes ces performances économiques réalisées, l'UEMOA n'a pas observé une importante amélioration de son niveau de développement humain. En effet, ces pays sont parmi ceux qui enregistrent les IDH⁴ les plus faibles dans le monde. Ainsi, le Benin vient en premier avec un IDH de (0,520), suivi respectivement de la Côte d'Ivoire (0,516), du Sénégal (0,514), du Togo (0,513), de la Guinée-Bissau (0,461), du Burkina Faso (0,434), du Mali (0,426) et du Niger (0,377).

Par la suite, l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) réalisée dans les pays de l'UEMOA entre 2018 et 2019 révèle que l'incidence de la pauvreté évolue comme suit dans les pays de l'UEMOA : Bénin (47,5%), Burkina Faso (63%), Côte d'Ivoire (33,5%), Guinée Bissau (56,2%), Mali (47%), Niger (75,5%), Sénégal (32,6%) et Togo (50,4%) en 2019. Ces résultats montrent qu'une proportion importante des populations se trouve en dessous du seuil de pauvreté qui s'est établi à 3,2\$ dans tous les pays de l'UEMOA. Concernant l'éducation, l'alphabétisation des adultes dans l'Union présente un taux relativement faible et

¹ Rapport sur le développement en Afrique (2015)

² Site de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

³ Source : Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de l'UEMOA-juin 2019

⁴ Rapport régional de suivi des plans nationaux de développement ou Stratégies de réduction de la pauvreté axée sur les Objectifs de développement durable (2019).

touche environ 47,6% de la population, soit une proportion en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (59%).

Dans un tel contexte où la hausse du taux de croissance économique n'est pas suivie par une réduction significative de la pauvreté dans certains pays de la zone, se pose le débat sur l'inclusivité de la croissance économique. Il s'agit, en d'autres termes de voir comment une tendance haussière de la croissance économique pourrait se traduire par une tendance baissière de l'incidence de pauvreté.

Ainsi, l'hégémonie de la croissance économique comme moteur de réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus durant des périodes de longues et forte croissance économique a été remise en cause par les économistes durant les années 1970. Du coup, la faible transmission de la création de richesses à l'amélioration des conditions de vies, incite les économistes à aller au-delà du terme de croissance économique.

Par conséquent, l'OCDE (2014) a effectué des travaux en Allemagne jugeant nécessaire la poursuite des efforts pour rendre la croissance inclusive. Selon cette institution, le concept de croissance inclusive s'est progressivement diffusé pour parler d'une croissance qui ne se limite pas à celle des agrégats monétaires usuels par exemple le PIB. Pour sa part, White (2012) tente de donner une définition de la croissance inclusive et estime qu'elle se résume à six éléments que sont : une faible inégalité de revenu, une réduction de la pauvreté absolue, une internationalisation des externalités de la croissance, une réduction des écarts de revenu entre Nord-Sud, une réduction des inégalités dans la jouissance des opportunités comme l'éducation, les services financiers et la justice, un plus grand espace pour les économies émergentes dans la direction des institutions financières internationales. Par ailleurs, Lanchovichina et Lundstrom (2012) définissent la croissance inclusive comme une croissance rapide, généralisée dans tous les secteurs et durable, qui inclut une grande partie de la main-d'œuvre d'un pays.

L'objectif général de cette recherche est de proposer une mesure de la croissance inclusive pour les pays de l'UEMOA. En effet, une mesure unifiée de la croissance inclusive permettra d'identifier des politiques permettant à chaque pays d'atteindre une croissance inclusive. Ainsi, la construction de l'indice repose sur quatre dimensions contenant des aspects pertinents de la croissance susceptibles de la rendre inclusive. De façon plus spécifique, il s'agit d'une part, de construire un indice de croissance inclusive, et d'autre part, de décrire la dynamique de l'indice de croissance inclusive dans les pays de l'UEMOA. Ce papier repose sur deux hypothèses : (i)

la croissance inclusive est un concept multidimensionnel et (ii) le niveau d'inclusivité dépend du niveau d'activité économique d'un pays.

Dans cet article, nous adoptons la méthode statistique d'agrégation en l'occurrence l'Analyse en Composante Principale (ACP). Les résultats issus de cette recherche montrent que les variables accès à l'eau potable, accès à l'électricité, assainissement, dépenses publiques en éducation, taux d'emploi et émissions de CO₂ contribuent le plus à l'indice de croissance inclusive. De plus, les résultats montrent que le Sénégal et la Côte d'Ivoire enregistrent les indices de croissance inclusive les plus élevés. Cela pourrait indiquer que ces pays ont mis en œuvre des politiques ou des initiatives qui favorisent une croissance économique inclusive, prenant en compte des aspects tels que l'accès aux services de base, l'emploi et la durabilité environnementale.

A l'issue de ces résultats, plusieurs implications de politiques économiques peuvent être envisagées pour promouvoir la croissance inclusive. En effets, les gouvernements pourraient envisager d'augmenter leurs investissements dans l'éducation. Cela pourrait inclure l'amélioration des infrastructures éducatives, la formation des enseignants, et d'autres initiatives visant à renforcer le secteur éducatif. La promotion de l'emploi émerge comme une priorité, suggérant la mise en place de politiques visant à stimuler la formation professionnelle et la création d'emplois. En outre, les gouvernements pourraient envisager des politiques visant à encourager la transition vers des sources d'énergie plus durables. Cela pourrait inclure des incitations fiscales pour les énergies renouvelables, des normes d'émissions plus strictes, et des initiatives de sensibilisation à la durabilité.

Le reste de ce papier est structuré comme suit : la section 2 présente la revue de la littérature. La section 3 aborde l'approche méthodologique. Les résultats sont présentés et discutés dans la section 4. La section 5 présentera la conclusion.

1. Revue de la littérature

La notion et la mesure de la croissance inclusive ; deux concepts qui suscitent beaucoup d'interrogations chez les économistes. Selon Klasen (2010) l'absence de concept universellement accepté conduit à un large éventail d'indicateurs. En effet, diverses méthodes sont apparues pour mesurer la croissance inclusive. Ainsi, cette partie présentera en premier lieu, les théories développées sur la croissance inclusive et en second lieu, seront présentés les travaux empiriques sur les différentes méthodologies adoptées dans le cadre de la mesure de la croissance inclusive.

1.1. Revue des travaux théoriques : approche conceptuelle de la croissance inclusive

En effet, l'adjectif « inclusif » rattaché au nom « croissance » a été utilisé en premier lieu par Pernia et Kakwani (2000). Selon ces auteurs, la croissance est dite inclusive si une croissance économique est restée attachée à une hausse du revenu plus rapide chez les pauvres que chez les non-pauvres. Cette définition qui fait référence à l'approche relative a été remise en question par Ravallion et Chen (2003) qui l'appréhendent comme une situation à laquelle le revenu des pauvres croît indépendamment de celle des non-pauvres : approche absolue. Pour sa part, Osmani (2005) se cantonne sur la définition intermédiaire entre l'approche relative et celle absolue de la croissance pro-pauvre comme étant un processus de croissance qui est capable de réduire la pauvreté.

Pour sa part, Bhushan (2013) définit la croissance inclusive en tenant en compte la consommation. Selon l'auteur, une croissance est dite inclusive si elle permet au « groupe exclu » d'augmenter leur niveau de consommation dans les mêmes proportions que la croissance elle-même. Il s'est basé plutôt sur une hausse de la consommation que celle du revenu en supposant que la consommation est un déterminant du bien-être. Klasen (2010) définit la croissance inclusive comme une croissance économique qui profite dans une large mesure à des groupes de personnes défavorisés. Par exemple, une croissance qui réduirait des désavantages liés à la région, à l'appartenance ethnique ou au genre pourrait être considérée comme inclusive.

En outre, la Commission sur la croissance et le développement (2008) note que le caractère inclusif de la croissance est associé à l'équité, à l'égalité des chances et à l'égalité de traitement. D'autres études plus récentes ont mis en exergue une définition de la croissance inclusive. Par exemple, Amponsah et al. (2021), dans leur étude portant sur l'impact de l'informalité sur la croissance inclusive, l'ont définie comme la croissance au sein d'une économie qui crée des opportunités et assure une distribution équitable des revenus à la population. Bref, l'intérêt porté fraîchement à la croissance inclusive s'est manifesté par un flot de contributions sur une grande variété d'interrogations, qui vont dans le sens de la complexité d'ordre conceptuel.

Pour certains, la notion de croissance inclusive se limite uniquement sur la réduction des disparités de revenus (Rauniyar et Kanbur, 2010). Selon cette vision au sens strict, la croissance inclusive va au-delà de la croissance au profit des pauvres. En sus, d'autres attestent que la

croissance inclusive doit profiter à tous les membres de la société. Dans ce sens très large, cette définition laisse entendre que la croissance devrait profiter à toutes les couches de la société, y compris les pauvres, les quasi-pauvres, les groupes à revenus moyens, et même les riches ; (Klasen, 2010).

Ainsi, les définitions au sens strict et au sens large ne prennent pas en compte le processus de création de richesses mais plutôt elles se limitent uniquement aux revenus et donc aux résultats. Ces barrières ont poussé certains développements plus récents sur la conceptualisation de la croissance inclusive ; (BAD, 2016). Pour pallier cette limite, la Banque Asiatique de Développement prend en considération le processus et le résultat pour caractériser la croissance inclusive. Par processus, nous entendons l'intégration des aspects sociaux et institutionnels de la croissance et du développement dans la mesure de la croissance inclusive. Loin d'avoir une conceptualisation unifiée, la littérature économique entérine plusieurs approches ou méthodes dans le cadre de la mesure de la croissance inclusive. Ainsi, la partie suivante passe en revue les différentes méthodes utilisées pour quantifier la croissance inclusive.

1.2.Revue des travaux empiriques : mesure de la croissance inclusive

Mesurer la croissance inclusive revient à développer un indice permettant de synthétiser l'ensemble des données disponibles permettant de dire si la croissance est favorable aux pauvres ou non. Loin d'avoir une conceptualisation unifiée, la littérature économique approuve plusieurs approches ou méthodes pour mesurer la croissance inclusive. Ainsi, dans cette section nous passons en revue les différentes méthodes utilisées pour quantifier la croissance inclusive.

- Méthode de la Banque mondiale : Approche de Hausman Rodrik Velasco (Hausmann et al. 2005)

Cette démarche s'appuie sur le diagnostic de la croissance réalisée. Il s'attache à identifier les freins à une croissance forte et durable. Ainsi, une fois ces obstacles connus, des moyens seront mis en place pour lutter contre ces obstacles. Deux hypothèses ont été formulées pour cette méthode : (i) identifier les obstacles à la croissance économique et (ii) l'investissement privé et l'entrepreneuriat sont les principaux moteurs de la croissance économique.

- Méthode du Fonds monétaire international : la courbe de mobilité sociale

Dans cette méthodologie, la croissance inclusive est mesurée à travers une courbe de mobilité sociale, en tenant compte de la contribution de la croissance du PIB et de celle des inégalités de revenus. Cette méthode est critiquée par le fait qu'elle est trop limitée dans son analyse de la

croissance inclusive. En effet, la croissance inclusive ne se limite pas à deux concepts, à savoir la croissance des revenus et l'inégalité des revenus.

Dans ce même ordre d'idées, Ravallion et Chen (2003) se lancent sur la mesure de la croissance pro-pauvre de la Chine sur la période 1990-1999. Leur méthode s'est basée sur une courbe d'incidence de la croissance. Cette courbe analyse l'impact de la croissance économique agrégée sur les différents percentiles de la distribution de revenus aux populations en utilisant le taux de croissance du revenu au $P^{ième}$ percentile, le long de la distribution des revenus entre deux dates. Ils ont posé $F_t(y)$ désigne la fonction de distribution cumulative du revenu qui donne la proportion de la population dont le revenu est inférieur à Y à la date t . En inversant $F_t(y)$ au $P^{ième}$ percentile, on obtient le revenu de ce percentile.

$F^{-1}_t(p) = Y_t(p)$, par conséquent, en comparant deux dates $(t-1)$ et (t) , le taux de croissance du revenu du $P^{ième}$ percentile est :

$$g_{t(p)} = \left[\frac{Y_{t(p)}}{Y_{t-1(p)}} \right] - 1 \quad Y_{t(p)} > 0$$

Avec, $g_{t(p)}$ le taux de croissance du revenu $Y_{t(p)}$ du $P^{ième}$ percentile entre $(t-1)$ et t .

La courbe représente les centiles de la population sur un intervalle de 1 à 100 ordonnées par le revenu sur l'axe des abscisses et le taux de croissance annuel du revenu par habitant du centile correspondant en ordonnée. Si les taux de croissance $g_{t(p)}$ sont tous positifs pour tous les percentiles, la croissance se révèle donc inclusive en termes absolus. Néanmoins, cette CIC a été critiquée par Duclos et O'Connell (2009). Pour ce dernier, cette courbe est classée dans la catégorie « contraignante » des jugements pro-pauvres de premier ordre.

En plus de la mesure liée au caractère agrégé de la croissance inclusive, existe d'autres mesures qui sont liées à sa définition relative. Concernant cette dernière, la croissance profite proportionnellement plus aux pauvres qu'aux non-pauvres. En ce sens, Pernia et Kakwani (2000) ont développé un indice de croissance pro-pauvre, noté (ω) permettant de mesurer le degré de croissance considérée comme pro-pauvre. Cette mesure est obtenue comme suit :

$$\omega = \frac{\delta}{\eta} \quad (1)$$

Où δ représente l'élasticité de la pauvreté totale de la croissance et η l'élasticité de croissance de la pauvreté en maintenant l'inégalité constante.

Lorsque $\omega > 1$, cela signifie que les pauvres profitent plus que proportionnellement de la croissance que les riches. De même, lorsque $\omega < 1$, la croissance engendre une augmentation de la pauvreté. Ainsi, si ω est compris dans l'intervalle 0 et 1, cela se traduit par une croissance non strictement inclusive.

Par ailleurs, Ali et Son (2007), dans leurs travaux portant sur la mesure et la définition de la croissance inclusive aux Philippines, essaient de proposer une approche pour la définition et la mesure de la croissance inclusive. Pour ce faire, ils ont utilisé une fonction de bien-être social. À travers cette étude, la croissance est définie comme inclusive si elle augmente la fonction d'opportunité sociale, qui dépend de deux facteurs : (i) les opportunités moyennes dont disposent la population, et (ii) la façon dont les opportunités sont partagées au sein de la population. Par ailleurs, ils considèrent qu'il existe trois clefs qui jouent un rôle crucial dans la réalisation d'une croissance inclusive notamment : (1) créer des opportunités d'emploi et promouvoir une plus grande productivité, (2) développer les capacités humaines par des investissements adéquats dans les services sociaux de base que sont l'éducation et la santé, et (iii) fournir des filets de sécurités sociales et des interventions ciblées pour aider ceux qui sont vulnérables et/ou souffrent de privations extrêmes.

Dans cette même logique, Klasen (2010), en travaillant sur « Mesurer et suivre l'indice de croissance inclusive pour le diagnostic des progrès du pays », définit la croissance inclusive comme une croissance économique qui permet la participation et la contribution de tous les membres de la société, en mettant particulièrement l'accent sur la capacité des pauvres et des personnes défavorisées à participer à la croissance et qui s'associe à une diminution des inégalités. Pour mesurer la croissance inclusive, ils se sont inspirés de Kakwani et Son (2008) afin d'utiliser le taux de croissance équivalent à la pauvreté qui s'écrit comme suit :

$$CI_{ij} = \frac{G_{ij}}{G_j} * \overline{G_j} \quad (2)$$

Avec, i représentant un groupe favorisé particulier et j représente l'indicateur en question.

Mckinley (2010) a développé un indice de croissance inclusive dans les pays développés. Pour ce faire, il a pris en compte quatre dimensions. En effet, la première dimension est constituée par la croissance économique, l'emploi productif et l'infrastructure économique. Concernant la deuxième dimension, la pauvreté monétaire, les inégalités de revenus et l'équité sont considérés

comme ses composantes. La troisième et dernière dimension est mesurée par les dépenses sociales (la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable et l'assainissement).

Asongu et Nwachukwu (2017) se lancent sur l'analyse des dépenses sociales et de la qualité de la croissance économique dans 93 pays en voie de développement sur la période 1990-2011. Les objectifs de leur recherche sont d'une part, de décrire la contradiction entre une forte croissance économique et un faible niveau de protection sociale, et d'autre part, d'évaluer l'influence des dépenses d'éducation et de santé sur la qualité de la croissance économique. Ainsi, la variable dépendante est l'indice de qualité de la croissance économique, tandis que les variables explicatives sont les indicateurs des dépenses sociales à savoir les dépenses d'éducation et celles de la santé. Toutefois, l'IQC est construit en s'inspirant des travaux de Mlachila et al. (2013). En effet, ces derniers se sont penchés dans la construction d'un indice de qualité de la croissance économique au sein de 90 pays développés sur la période 1990-2011. Pour ce faire, ils ont tenu en compte deux dimensions à savoir celle appelée les fondamentaux de la croissance et celle des dépenses sociales. La première dimension est composée de quatre indicateurs prenant en compte la croissance forte, stable, diversifiée et tournée vers l'extérieur. En outre, la seconde est mesurée par deux indicateurs à savoir l'éducation et la santé. Ainsi, la construction de l'IQC suit une approche en deux étapes : les variables sont d'abord normalisées en indices de même échelle, puis agrégées en un seul indice en utilisant différentes pondérations.

Par ailleurs, Anago et Houngbeme (2015) ont construit un indice synthétique de croissance inclusive pour le Bénin sur la période 1995 à 2012. Dans leur indice, ils prennent en compte quatre grandes catégories de variables identifiées par Mckinley (2010). En utilisant une méthode d'analyse en composante principale, il ressort comme résultat l'amélioration de l'indice synthétique de croissance inclusive du Bénin est tirée par la contribution positive de 40,19% du taux de mortalité et le taux net de scolarisation primaire présentant une contribution négative de -15,91%. Ncube (2015) s'est penché sur la mesure de la croissance inclusive en construisant un indice de croissance inclusive pour l'Afrique. Hakimian (2013) a également mesuré le degré d'inclusivité de la croissance, en se concentrant sur l'Afrique du Nord et en suivant la méthode de Ncube. Par ailleurs, Sawadogo et Fall (2021) analysent l'impact du commerce sur la croissance inclusive dans les pays de l'UEMOA. Pour ce faire, un indicateur

de croissance inclusive est construit en utilisant la méthode d'analyse factorielle multiple (AFM), pour appréhender la croissance inclusive.

En somme, à la lumière de la littérature, il existe une divergence d'ordre méthodologique pour quantifier la croissance inclusive. Cependant, nous allons nous inspirer de la méthodologie utilisée dans les travaux d'Anago et Houngbeme (2015) pour la construction l'indice synthétique de croissance inclusive car cette méthode est plus adaptée à nos données.

2. Méthodologie

Cette partie présente d'abord, la justification de la méthodologie adoptée ensuite, son explication et enfin, les données utilisées.

2.1. Justification du choix de la méthodologie

Les premiers travaux sur la croissance inclusive s'intéressaient seulement aux inégalités de revenus. Dans cette approche la croissance inclusive est appréciée par les effets de la croissance sur les indicateurs d'inégalités de revenus. Ainsi, elle camoufle la participation des individus au processus de production, de création d'opportunités et de l'accès équitable aux facteurs non monétaires du bien-être (santé, éducation etc.).

Pour remédier cette limite, d'autres approches ont vu le jour tels que l'indice d'opportunité et l'indice d'équité des opportunités (Ali et Son, 2007); l'indice de développement humain (IDH) et l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (PNUD, 2018) ; les indicateurs de Zhuang et Ali (2001); l'indice de mobilité sociale et indice d'équité de revenu (Anand et al., 2013); l'indice de qualité de la croissance de Mlachila et Tapsoba (2016) ; la courbe d'incidence de la croissance (CIC) de Ravallion et Chen (2003) ; l'indice de la croissance pro-pauvre de Pernia et Kakwani (2000) etc. Toutefois, malgré la grande diversité des indices, un travail important est encore nécessaire sur cette question de quantification de la croissance inclusive. Ces indicateurs permettent de prendre en compte les aspects quantitatifs et qualitatifs de la croissance sans indiquer la corrélation qui existe entre les variables qui contribuent à évaluer la croissance inclusive. Ce qui nous pousse à utiliser dans cet article, une méthode d'agrégation en l'occurrence l'analyse en composante principale (ACP) normée afin de corriger les limites des approches précédentes. Cette analyse s'inspire aux travaux d'Anago (2016) qui portait sur la construction d'un indice de croissance inclusive au Bénin. Dans cette section, nous allons expliquer la méthodologie utilisée. En partant de cette gamme de méthodes, notre choix se porte sur la méthode de l'analyse en composante principale. Ce choix se justifie par le fait que cette

méthode nous permet de construire un indicateur qui décrit en une variable unique, la composante commune de plusieurs variables dont les mouvements sont très liés.

2.2. Explication de la méthode utilisée

La mesure de la croissance inclusive fait appel à plusieurs méthodes parmi lesquelles nous pouvons citer la méthode de l'arbre à problèmes de Hausman, Rodrick et Velasco (HRV) utilisée par la BM, la méthode de la courbe de mobilité sociale utilisée par le FMI et la méthode statistique d'agrégation, l'analyse en composante principale (ACP), utilisée par Anago dans ses travaux sur la construction d'un indice de croissance inclusive au Bénin en 2015. L'Analyse en Composante Principale est originaire des travaux de Pearson (1901) et de Hotelling (1933). L'intérêt de cette méthode réside sur le fait qu'elle permet d'obtenir des pondérations qui reflètent effectivement la variabilité des données. L'ACP permet d'obtenir des combinaisons linéaires pour les composantes dont leurs variances sont élevées. Contrairement aux autres approches, l'ACP permet d'analyser plusieurs variables simultanément en réduisant celles qui disposent d'une variance totale expliquée faible. En outre, les autres méthodes qui construisent un indicateur comme étant une moyenne arithmétique simple présentent l'inconvénient de considérer que toutes les variables participent avec un même poids à la construction de l'indicateur ce qui est loin d'être réaliste car les différentes variables ne participent pas avec le même poids à l'amélioration du bien-être des populations et par ricochet à la croissance inclusive (Anago et Houngbeme, 2015). L'ACP utilisée a donc l'avantage d'utiliser des pondérations non uniformes qui tiennent compte de la variabilité des données. C'est ce qui, entre autres, explique le choix de l'ACP

Ainsi, étant donné que les variables proviennent de plusieurs secteurs et donc présentent une hétérogénéité des unités de mesure. Dans ce cas, il est souhaitable de faire appel à une méthode statistique d'agrégation dénommée ACP normée (Baccini, 2010).

Dans le but d'atteindre les objectifs fixés, cette recherche utilise l'Analyse en Composante Principale dans laquelle onze variables sont combinées pour mesurer la croissance inclusive sous forme d'un seul indice. Selon cette méthode l'indice de croissance inclusive se présente sous forme d'une combinaison linéaire des quatre dimensions.

$$ISCI = \alpha (\text{dim I}) + \beta (\text{dim II}) + \gamma (\text{dim III}) + \delta (\text{dim IV}) \quad (3)$$

Avec :

$$\text{dim I} = \alpha_1(\text{Crois}_{eco}) + \alpha_2(\text{emploi}_{productif}) + \alpha_3(\text{infrastructures}) ;$$

$$\text{dim II} = \beta_1(\text{pauvreté}) + \beta_2(\text{inégalité}) + \beta_3(\text{équité}) ;$$

$$\text{dim III} = \gamma_1(\text{Education}) + \gamma_2(\text{Santé}) + \gamma_3(\text{Eau potable}) + \gamma_4(\text{Assainissement})$$

$$\text{dim IV} = \delta (\text{environnement})$$

Toutefois, dans la littérature, des travaux portant sur cette problématique ayant comme zone d'investigation les pays de l'UEMOA n'ont pas pris en compte la dimension environnementale (Sawadogo et Fall, 2021). Force est de constater que, pour obtenir une croissance inclusive il faut que les considérations environnementales soient prises en compte au même rythme que les questions économiques, sociales, équité genre, parce que les moyens de subsistances des personnes pauvres et vulnérables, lesquelles appartiennent souvent aux groupes les plus exclus du progrès social, sont fortement tributaires des ressources écologiques. Donc si l'environnement n'est pas protégé, les moyens de subsistance des populations pauvres ne peuvent être préservés, la croissance ne peut donc être inclusive. De plus, malgré la grande diversité des méthodologies utilisées pour mesurer la croissance inclusive, un travail important est encore nécessaire sur cette problématique de quantification. En effet, les méthodologies constatées dans la revue de la littérature (méthode de la Banque Asiatique de Développement, approche de Hausman, Rodrik et Velasco, 2005 ; méthode du Fonds Monétaire International, Ravallion et Chen (2003) ; Ali et Son, 2007 ; Klasen, 2010 ; Mlachila et al., 2013 etc.), permettent de prendre en compte les aspects quantitatifs et qualitatifs de la croissance inclusive sans indiquer la corrélation qui existe entre les variables. Or les conditions nécessaires pour utiliser l'Analyse en composante principale (ACP), au-delà des conditions comme la vérification de l'indice de KMO, s'il est supérieur à 0,5 ; la significativité du test de Bartlett qui doit tendre vers zéro, la qualité de la représentation des variables sur les axes en regardant si les coefficients sont supérieurs à 0,5 et l'observation de la variance totale expliquée afin de voir le nombre d'axes sur lesquels nous allons travailler, la principale condition est le test de corrélation entre les variables et dans ce cas la majorité des coefficients de la matrice de corrélation doit être supérieur à 0,5.

2.3. Analyse des données

Dans cette partie nous présentons d'abord, l'échantillon et les variables de recherche, ensuite, la méthode de normalisation des variables et enfin, l'approche de la pondération choisie.

2.3.1. Echantillon et choix des variables

Les données utilisées dans cette recherche concernent les sept pays de l'Union que sont : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et le Togo. La Guinée Bissau n'est pas prise en considération à cause de l'existence de données manquantes. L'analyse sera faite sur la période 2000 à 2019 avec 18 variables au début. À l'aide d'un test de corrélation, nous nous sommes retrouvés avec onze (11) variables. Les données utilisées proviennent des bases de données de la Banque Mondiale, Dépendance énergétique, efficacité et émissions de dioxyde de carbone. Par ailleurs, plusieurs variables sont généralement utilisées dans la littérature pour mesurer la croissance inclusive. Ainsi, du fait que l'inclusivité de la croissance met en exergue la réalisation d'une croissance économique qui crée des opportunités et garantie l'accès de ces opportunités aux populations afin de bénéficier de ses retombées, en suivant McKinley (2010) et Anago et Hounbeme (2015), nous tenons en compte, dans le cadre de cet essai, quatre dimensions pour mesurer la croissance inclusive. Ces dimensions sont représentées dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 1 : Liste exhaustive après test de corrélation

Catégorie de variables	Variables
Dimension (1)	
Croissance économique	Taux de croissance du PIB par tête
Emploi productif	Taux d'emploi
Infrastructure	Accès à l'électricité
Dimension (2)	
Pauvreté	Incidence de la pauvreté
Inégalités des revenus	Indice de Gini
Equité genre	Taux d'emploi des femmes
Dimension (3)	
Santé	Taux de mortalité infantile
Education	Dépenses publiques en éducation
Eau potable	Accès à l'eau potable
Assainissement	Assainissement
Dimension (4)	
Environnement	Emissions de CO2

Source : Auteurs à partir de la revue de la littérature

Il faut noter que les données utilisées n'ont pas les mêmes unités de mesure. Du coup, nous allons procéder à une normalisation pour s'échapper aux résultats illusoire.

2.3.2. Normalisation des variables et de l'indicateur

La construction de l'indice nécessite l'utilisation de plusieurs dimensions. Cependant, l'unité de mesure de l'ensemble des variables peut ne pas être homogène. Pour éviter tous ces problèmes, nous allons normaliser toutes les données afin de travailler sur des variables sans dimension. Pour ce faire, il existe plusieurs méthodes pour normaliser une variable notamment la normalisation centrée réduite ou Z-score, la méthode par la distance à une référence etc. Parmi ces méthodes nous allons présenter les deux qui sont les plus utilisées dans la pratique à savoir celle centrée réduite ou Z-score et celle de min-max. La première consiste à transformer une variable donnée X caractérisée par sa moyenne \bar{X} et son écart-type σ .

La normalisation centrée réduite ou Z-score peut s'écrire comme suit :

$$\theta_i = \frac{X_i - \bar{X}_i}{\sigma_i} \quad (4)$$

Avec, θ_i , la valeur normée de la variable i . $\theta_i \in [0,1]$ avec $i \in (1, \dots, 9)$. X_i est la valeur observée de la variable i .

σ_i est l'écart-type de la variable i . \bar{X}_i est la moyenne de la valeur observée de la variable i .

En outre, la normalisation par Min-Max consiste à soustraire la valeur minimale à la valeur observée et diviser par la différence entre le maximum et le minimum.

Elle peut s'écrire comme suit :

$$\theta_i = \frac{X_i - X_i^{min}}{X_i^{max} - X_i^{min}} \quad (5)$$

Avec, θ_i est la valeur normée de la variable i . $\theta_i \in [0,1]$ avec $i \in (1, \dots, 9)$. X_i est la valeur observée de la variable i . X_i^{min} est le minimum de la variable i et X_i^{max} , la valeur maximale de i . Ainsi, $\theta_i=0$ si

$X_i = X_i^{min}$ et $\theta_i=1$ si $X_i = X_i^{max}$. Concernant l'indice de croissance inclusive, nous faisons la normalisation par la méthode min-max.

Cette méthode permet de centrer l'indice entre les valeurs extrêmes de l'échantillon. Dans ce cas l'indice (ISCI) sera compris entre $[0,1]$.

Elle peut s'écrire comme suit :

$$ISCI \text{ normé}_{it} = \frac{ISCI_{it} - ISCI^{min}}{ISCI^{max} - ISCI^{min}} \quad (6)$$

Avec $ISCI_{normé_{it}}$, l'indice normé du pays i où $i \in (1, \dots, 7)$ à la période $t \in (2000, \dots, 2019)$; $ISCI_{it}$ est l'indice observé dans le pays i . $ISCI_i^{min}$ est le plus faible score réalisé par l'indice. $ISCI_i^{max}$ est le plus grand score réalisé par l'ISCI.

3. Résultats et interprétations économiques

À l'issue des résultats du calcul de l'indice de croissance inclusive, on constate que le Sénégal est le pays qui a connu un ISCI le plus élevé suivi de la Côte d'Ivoire ; tandis que le Togo a connu une valeur moyenne de l'indice. Par ailleurs le Bénin, le Niger, Burkina Faso et le Mali ont enregistré les indices les plus faibles.

En outre, les résultats montrent que la valeur de l'ISCI du Sénégal est proche de l'unité sur toute la période d'étude. Ce résultat reflète un Sénégal qui voit sa croissance inclusive s'améliorer. En d'autres termes, la croissance économique réalisée au sein de ce pays permet d'améliorer les conditions de vie des individus. Cet aboutissement confirme celui trouvé par Akobeng (2016). L'auteur s'est penché sur l'effet de la croissance et les institutions sur les pauvres en Afrique subsaharienne. Leurs résultats ont montré que la croissance du PIB par tête est un canal important pour réduire la pauvreté.

En revanche, avec une croissance faible de 4% entre la période 2000 et 2011, le Sénégal a vu 42,8%⁵ de sa population qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté. En effet, aucune réduction significative de la pauvreté n'a été observée. La faible croissance durant cette époque était dû par la fréquence des catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les invasions acridiennes, les inondations entre autres. Par ailleurs, un faible niveau d'investissement du secteur privé à cause d'un climat calamiteux à l'investissement. Dans le but de renverser cette tendance baissière de la croissance, l'État avait mis en place un programme intitulé la stratégie nationale pour le développement économique et social (SNDES) pour la période 2000-2017. Ces efforts ont conduit le Sénégal à un taux de croissance de 6,2% en 2018 et un taux de pauvreté de 37,8%. Ainsi, la tendance haussière de la croissance est accompagnée par une baisse de cinq points de la pauvreté.

En somme, la croissance est apparemment inclusive au Sénégal car on voit que l'augmentation de son taux de croissance est en compagnie avec une baisse de la pauvreté.

Par ailleurs, les résultats attestent que la Côte d'Ivoire enregistre un ISCI supérieur à 0,5 sur toute la période d'étude. Cela montre que durant cette période, la croissance économique est favorable aux pauvres. Cela peut se comprendre par le fait que la Côte d'Ivoire soit l'un des

⁵ ANSD, EHCVM_2018-2019

pays de l'Afrique de l'Ouest qui enregistre des taux de croissance les plus élevés avec une progression annuelle moyenne de 8% depuis 2012. Force est de constater que l'indice de croissance inclusive de la Côte d'Ivoire connait une hausse à partir de l'année 2012. Cela peut être expliqué par le fait que durant cette période, l'Etat ivoirien a mis en place deux plans nationaux de développement couvrant deux périodes (2012-2015 et 2016-2020). L'objectif principal de ces plans était de réduire significativement la pauvreté. La transformation industrielle est la principale source de la transformation structurelle de l'économie ivoirienne. Les niveaux trop faibles de l'indice dans les autres pays s'expliquent par le fait que dans ces pays, le niveau de la protection sociale, des capacités humaines et de la croissance économique est très faible pour réduire le nombre de pauvres.

L'analyse du graphique 1 montre que l'ISCI connaît une évolution ascendante dans tous les pays de l'UEMOA. Bien que cet accroissement soit plus élevé dans certains pays et plus faible dans d'autres. Dans les pays où l'ISCI est trop élevé (le Sénégal et la Côte d'Ivoire) on peut dire qu'il y'a une amélioration de leur croissance inclusive sur la période d'étude. Autrement dit, la croissance économique réalisée dans ces pays induit à une réduction significative du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Ce résultat corrobore à ceux de Ravallion et Chen (2003) qui suggère qu'une croissance réductrice de la pauvreté est dite croissance inclusive. Ainsi, notre hypothèse de la multidimensionalité de la croissance inclusive est vérifiée.

Concernant les pays qui ont connu un indice faible (Burkina Faso, Bénin et Mali), leur croissance inclusive s'est améliorée mais de façon moyenne. En effet, leur croissance économique ne permet pas de réduire de façon significative l'incidence de la pauvreté dans ces pays. Par conséquent, la croissance économique de ces pays n'induit pas à une amélioration des conditions de vie des populations. Ce résultat est en phase avec celui de Fambon (2005), Fosu (2016), NKamleu (2017), Etuk et al. (2020), Imai et al. (2014) qui estiment que la pauvreté ne peut être réduite par la croissance économique qu'à travers la réduction des inégalités de revenus, l'agriculture, les services, les IDE, la stabilité macroéconomique, le secteur financier, la qualité des institutions etc. En outre, la croissance créée dans les pays dont leur indice est trop élevé est caractérisée par un investissement public favorable aux populations. Ainsi, ces investissements publics se sont développés dans les secteurs comme la santé, l'éducation, les infrastructures et l'emploi. Beaucoup d'auteurs sont en phase sur le fait que la santé joue un rôle crucial sur le bien-être des individus et sur la croissance économique (Fogel, 2002 ; 2004).

Selon Lopreite et Mauro (2017) la santé est corrélée positivement avec la croissance à la fois dans les pays développés et les pays en développement. En effet, un bon état de santé des populations entraîne une augmentation de son offre de travail qui entraîne à son tour la hausse de son taux de croissance économique. Ce qui fait que les pays qui voient leur secteur sanitaire se développe, ont tendance d'enregistrer un indice de croissance inclusive élevé. De même l'éducation et le développement des infrastructures affectent positivement l'indice dans ces pays (Sénégal et Côte d'Ivoire). Du point de vue économique, l'investissement en éducation permet l'augmentation et l'amélioration de la productivité des individus et facilite leur insertion sur le marché du travail en ayant accès à un bon salaire afin d'améliorer leurs conditions de vie. L'investissement en éducation permet aussi aux entreprises d'améliorer leurs compétitivités en raison de ses avantages liés au développement technique et de la technologie. La méthode utilisée nous a permis d'obtenir les valeurs de l'indice de croissance inclusive sur la période 2000-2019 dans sept pays de l'Union. Ces résultats sont représentés dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 1: valeurs de l'indice de croissance inclusive dans les pays de l'UEMOA (2000-2019)

<i>Indice synthétique de croissance inclusive</i>							
<i>Années</i>	<i>Bénin*</i>	<i>Burkina Faso**</i>	<i>Cote d'Ivoire***</i>	<i>Mali**</i>	<i>Niger*</i>	<i>Sénégal***</i>	<i>Togo**</i>
2000	0,130	0,000	0,604	0,225	0,008	0,566	0,371
2001	0,162	0,013	0,610	0,219	0,008	0,572	0,386
2002	0,171	0,063	0,624	0,272	0,021	0,599	0,449
2003	0,211	0,110	0,615	0,316	0,067	0,617	0,443
2004	0,244	0,114	0,607	0,328	0,072	0,656	0,400
2005	0,256	0,134	0,632	0,329	0,057	0,742	0,369
2006	0,295	0,152	0,615	0,338	0,082	0,729	0,356
2007	0,279	0,191	0,617	0,356	0,125	0,747	0,376
2008	0,307	0,185	0,618	0,363	0,115	0,775	0,395
2009	0,332	0,207	0,610	0,371	0,166	0,839	0,446
2010	0,405	0,241	0,632	0,366	0,168	0,866	0,440
2011	0,385	0,308	0,683	0,387	0,202	0,863	0,449
2012	0,420	0,287	0,664	0,412	0,272	0,866	0,448
2013	0,393	0,317	0,700	0,370	0,212	0,931	0,443
2014	0,408	0,345	0,717	0,390	0,225	0,950	0,468
2015	0,374	0,317	0,728	0,416	0,234	0,967	0,476
2016	0,428	0,355	0,744	0,403	0,206	0,973	0,507

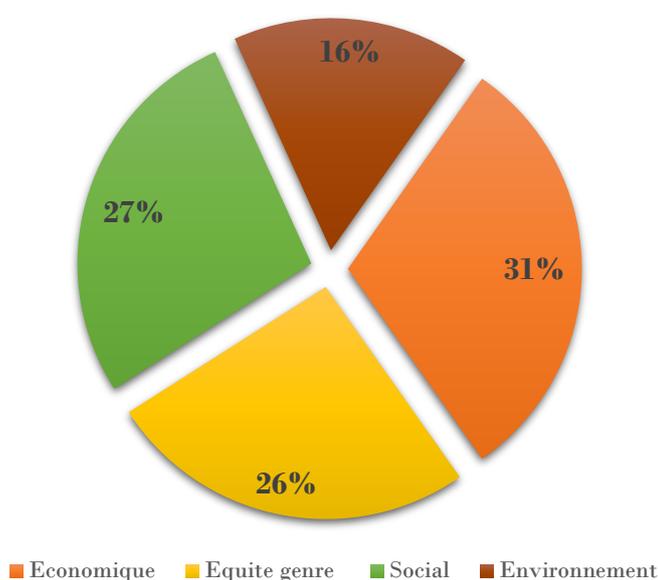
2017	0,436	0,372	0,633	0,427	0,240	0,964	0,577
2018	0,449	0,370	0,620	0,475	0,237	1,000	0,588
2019	0,467	0,366	0,623	0,462	0,237	0,995	0,584

Source : Auteurs, à partir des données de la Banque Mondiale

*Note : (***) pays qui connaissent un indice de croissance inclusive plus élevé ; (**) pays qui connaissent un indice de croissance inclusive moyen et (*) pays qui connaissent un indice de croissance inclusive plus faible.*

A l'issue des résultats de l'évaluation de l'indice synthétique de croissance inclusive, nous sommes parvenus à déterminer la contribution en pourcentage de chaque dimension dans l'indice de croissance inclusive. En effet, la dimension économique a une contribution plus élevée que les autres dimensions à la croissance inclusive avec un apport à hauteur de 31%. Pour sa part, la dimension sociale détient 27% de l'indice de croissance inclusive. Par ailleurs, avec le rôle crucial que joue la protection sociale à l'atteinte d'une croissance inclusive, sa dimension accapare 26% de l'indice global de croissance inclusive. Parmi les dimensions de la croissance inclusive, celle de l'environnement connaît la plus faible contribution avec une valeur estimée à 16%.

Graphique 1 : Contribution des dimensions dans l'indice synthétique de croissance inclusive

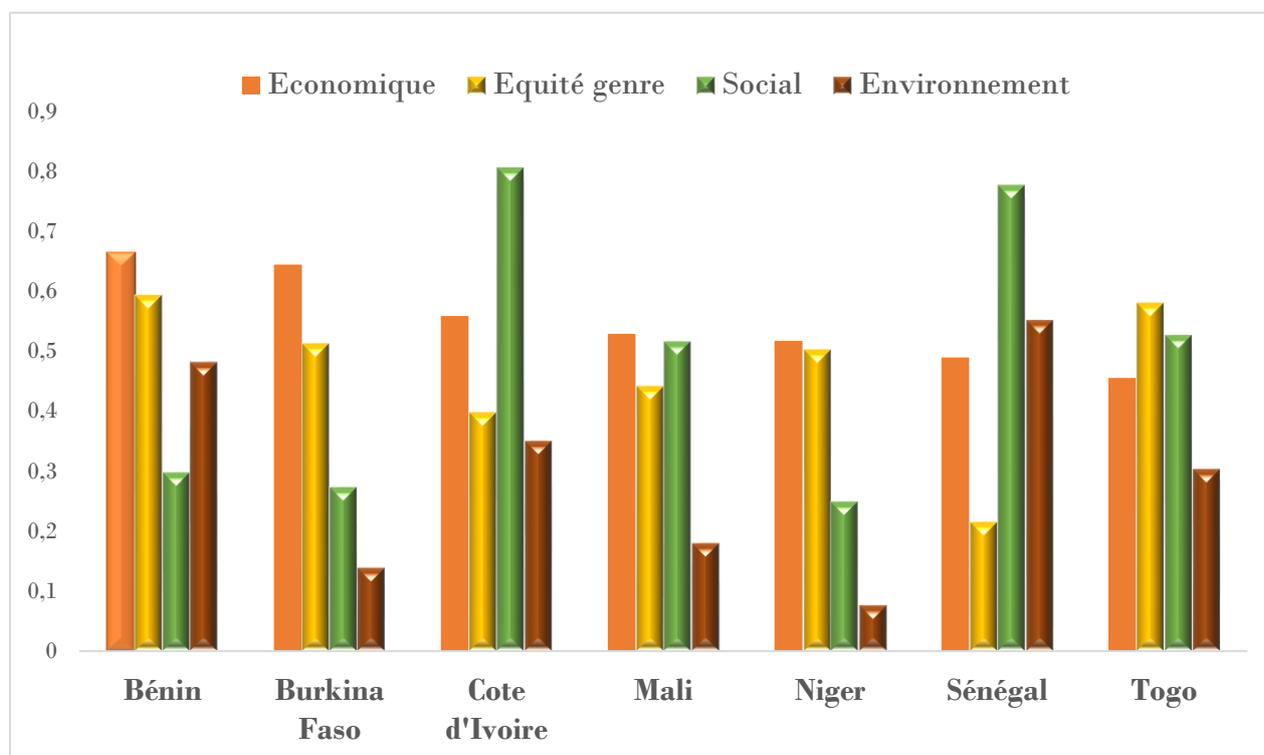


Source : Auteurs, à partir de WDI (2021), UNSGD (2022)

L'analyse comparative des dimensions de l'indice de croissance inclusive dans chaque pays de l'UEMOA est illustrée sur le graphique 2. Cela montre l'évolution des différentes composantes de croissance inclusive à savoir la composante économique (croissance économique, emploi productif et infrastructure) ; la dimension sociale (santé, éducation, accès à l'eau potable et assainissement) ; la dimension équité genre (pauvreté, inégalité et taux de participation des femmes sur le marché du travail) et la dimension environnementale (émission de CO₂). L'analyse du graphique révèle que le niveau de contribution de chaque dimension diffère d'un pays à l'autre. En effet, en considérant la composante environnementale, on constate qu'elle a

la plus grande contribution sur la croissance inclusive au Bénin contrairement aux autres pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Graphique 2 : Performance comparative des composantes de croissance inclusive des pays de l'UEMOA (2000-2019)



Source : Auteurs, à partir de nos résultats

D'après la classification des pays, nous allons voir la contribution de chaque composante sur la valeur de l'indice à travers le graphique 4. La composante qui contribue le plus à l'ISCI est la première composante détenant une information de 55,113%. Cette composante est composée de plusieurs variables comme le taux d'emploi, l'accès à l'électricité, la pauvreté, le taux d'emploi, les dépenses publiques en éducation, l'accès à l'eau potable, l'assainissement et les émissions de CO2. Les résultats découlent une contribution très forte des dépenses sociales à savoir l'éducation et la santé. Ces résultats ont été confirmés par Anand and Sen (2000) et Scott et al. (2014). Ces auteurs affirment que le développement humain, sous la forme de personnes mieux éduquées, en meilleure santé, moins affaiblies, etc. n'est pas seulement constitutif d'une meilleure qualité de vie mais il contribue également à la productivité d'une personne et à sa capacité à contribuer davantage au progrès de la prospérité. Par ailleurs, le taux de croissance du PIB contribue à hauteur de 18,433% de l'ISCI. Cela montre que l'amélioration de la croissance du revenu par personne est fondamentale pour faire progresser la croissance

inclusive, car elle constitue la base de la création et de l'élargissement des opportunités économiques.

Tableau 2: Contribution des composantes sur l'ISCI

Composante I : 55,113%	Composante II :25,025%	Composante III : 18,433%
Emploi	Santé	Croissance économique
Électricité	Equité_genre	
Pauvreté		
Inégalité		
Education		
Eau potable		
Assainissement		
Emissions de CO2		

Source : Auteurs, à partir des résultats

Conclusion

L'objectif de ce papier est de proposer une mesure de la croissance inclusive dans les pays de la zone UEMOA. En utilisant la méthode d'agrégation statistique en l'occurrence, l'Analyse en Composante Principale (ACP) couvrant la période 2000-2019, les résultats ont montré que les variables accès à l'eau potable, accès à l'électricité, assainissement, dépenses publiques en éducation, taux d'emploi et émissions de CO₂ contribuent significativement à l'indice de croissance inclusive. D'après nos résultats, il en découle quelques implications de politiques économiques. D'abord, les autorités étatiques des différents pays de l'UEMOA doivent davantage mettre en place des programmes de protection sociale facilitant l'accès des populations démunies aux établissements éducatifs ainsi qu'aux structures sanitaires. Ensuite, les gouvernements doivent mettre en avant des politiques favorisant la construction d'infrastructures. Ces dernières facilitent la circulation des facteurs de production ainsi que celle des produits et services, ce qui aura un impact sur l'emploi et la croissance inclusive. Enfin, préserver l'environnement car il est l'un des canaux pour atteindre la croissance inclusive.

Références Bibliographiques

- Akobeng, Eric. 2016. « Growth and Institutions: A Potential Medicine for the Poor in Sub-Saharan Africa ». *African Development Review* 28 (1): 1-17. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12163>.
- Ali, et Son. 2007. « Defining and Measuring Inclusive Growth: Application to the Philippines ». *Asian Development Bank*, n° 98.
- Amponsah, Agbola, Mahmood, et Khady. 2021. « The Impact of Informality on Inclusive Growth in Sub-Saharan Africa: Does Financial Inclusion Matter? » *Journal of Policy Modeling*. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2021.03.009>.
- Anago, et Houngbeme. 2015. « Construction d ' un indicateur synthétique de croissance inclusive ». *Revue d'Analyse des politiques économiques et financières* 1: 69-105.
- Anand, Mishra, Peiris. 2013. *Inclusive growth: Measurement and determinants*. International Monetary Fund.
- Asongu, et Nwachukwu. 2017. « Quality of Growth Empirics: Comparative Gaps, Benchmarking and Policy Syndromes ». *Journal of Policy Modeling*. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2017.08.005>.
- Baccini. 2010. « Statistique Descriptive Multidimensionnelle (pour les nuls) ». *Institut de Mathématiques de Toulouse*.
- Duclos, et O'Connell. 2009. « Is Poverty a Binding Constraint on Growth in Sub-Saharan Africa ? » *AERC*, n° March.
- Hotelling. 1933. « ANALYSIS OF A COMPLEX OF STATISTICAL VARIABLES INTO PRINCIPAL COMPONENTS 1 ». *The Journal of Educational Psychology*.
- Klasen. 2010. « Measuring and Monitoring Inclusive Growth : Multiple Definitions , Open Questions , and Some Constructive Proposals », n° 12.
- Mckinley. 2010. « Inclusive Growth Criteria and Indicators : An Inclusive Growth Index for Diagnosis of Country Progress », n° 14.
- Mlachila, et Tapsoba. 2016. « A Quality of Growth Index for Developing Countries »: *Springer Science+Business Media Dordrecht*. <https://doi.org/10.1007/s11205-016-1439-6>.

- Ncube. 2015. « Inclusive growth in Africa ». *The Oxford Handbook of Africa and Economics*, 154.
- Pearson. 1901. « Magazine and Journal of Science LIII . On lines and planes of closest fit to systems of points in space ». *The London, Edinburgh, and Dublin Philosophical Magazine and Journal of Science* 5982. <https://doi.org/10.1080/14786440109462720>.
- Pernia, et Kakwani. 2000. « What is Pro-poor Growth? » *Asian Development Review*, n° 104987.
- PNUD. 2018. « Indices et indicateurs de développement humain 2018 Mise à jour statistique ».
- Ravallion, et Chen. 2003. « Measuring pro-poor growth ». *economic letters*,.
- Sawadogo, Israël, et Ndiack Fall. 2021. « The Role of Inclusive Finance in the Quest for Inclusive Growth » 10 (3): 87-93. <https://doi.org/10.11648/j.eco.20211003.13>.
- Zhuang, et Ali. 2001. « Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia ».

REVUE OUEST AFRICAINE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

Effet de la Prévalence du Paludisme sur la Productivité Agricole dans les Pays de la CEDEAO

Etayibtalnam Koudjom et Aklesso Yao Grégoire Egbendewe

Boom minier, croissance économique et pauvreté au Burkina Faso

Nongasida Sawadogo, Tibi Didier Zoungrana et Noël Thiombiano

Analyse coûts-avantages des stratégies d'adaptation de la filière du riz de Vélingara à Kolda au Sénégal

Khady Yama Sarr, Fama Gueye et Mamadou Sarr

Effet des transferts publics sur la croissance économique et la dette au Sénégal

Mame Mor Sene et Alioune Badara Seck

Volume 16 n°1 Juin 2023



**Faculté des Sciences Economiques et
de Gestion
Université Cheikh Anta Diop**